

## Nature, culture, même combat ? Sciences et conservation sur le campus d'Addis-Abeba (1950-1974)

*Nature, culture, the same battle? Science and conservation on the Addis Ababa campus (1950-1974)*

Thomas Guindeuil

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/10679>

DOI : 10.4000/etudesrurales.10679

ISSN : 1777-537X

### Éditeur

Éditions de l'EHESS

### Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2016

Pagination : 125-146

ISBN : 978-2-7132-2519-2

### Référence électronique

Thomas Guindeuil, « Nature, culture, même combat ? Sciences et conservation sur le campus d'Addis-Abeba (1950-1974) », *Études rurales* [En ligne], 197 | 2016, mis en ligne le 01 juin 2018, consulté le 12 février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/10679> ; DOI : 10.4000/etudesrurales.10679

---

# NATURE, CULTURE, MÊME COMBAT ?

Thomas Guindeuil

## SCIENCES ET CONSERVATION SUR LE CAMPUS D'ADDIS-ABEBA (1950-1974)

*More important, still, perhaps, the attack on the wildlife conservation situation may have far-reaching effects in educating the public to greater appreciation of the need for a widely based conservation policy in Ethiopia, including forests, scenery, habitats for animals, plants, and man – and historical and religious monuments, with all of which Ethiopia is so richly endowed*  
[Brown 1966 : 9].

CETTE CITATION de Leslie H. Brown, expert écossais de la conservation environnementale, qui vient conclure ici une longue présentation du plan appuyé par l'Unesco pour la mise en place d'une politique de protection du patrimoine naturel en Éthiopie, exprime assez bien l'esprit qui souffle dans les années 1960 sur la communauté universitaire d'Addis-Abeba. Dans la capitale, l'acquisition et la production de nouveaux savoirs scientifiques sur ce pays, réalisées par un personnel universitaire expatrié souvent nouveau sur ce terrain, donnent progressivement lieu à l'expression d'un *lobby* dédié à la formalisation d'une politique de conservation nationale multi-domaines. Celle-ci serait vouée à la préservation des espèces animales et végétales comme à la protection de ce qui se conçoit alors progressivement comme le patrimoine culturel éthiopien (artefacts archéologiques et ethnographiques, productions artistiques). L'un des membres actifs de ce groupe, Leslie H. Brown, détaché auprès du gouvernement impérial, est également un expert du World Wide Fund (WWF), qui collabore avec l'université éthiopienne dès le début des années 1960, notamment au travers

de l'East African Natural Society qu'il préside de 1961 à 1963. En 1971, il est un professeur invité de l'Haile Sellassie I University (HSIU) [Brown 1973 : ii]. Son statut témoigne du double rôle joué par les universitaires expatriés dans ce pays à cette époque : initiateurs d'une science *made in Ethiopia*, au sens littéral, mais également promoteurs de la notion nouvelle de patrimoine (*heritage*) dans le pays.

La construction du patrimoine éthiopien, que celui-ci soit entendu comme culturel ou naturel, est intimement liée à l'histoire institutionnelle du second règne d'Hailé Sélassié I<sup>er</sup>, revenu sur le trône en 1941 après une éprouvante période d'occupation italienne (1936-1941) [Clapham 1969 : 21-27, 36-44 ; Bahru Zewde 2002 : 178-189, 201-215]. Des années 1950 à la Révolution, le gouvernement impérial met sur pied un système d'enseignement supérieur, une bibliothèque nationale et des musées calqués sur des modèles européens ou nord-américains (distinguant musée archéologique, ethnographique et d'histoire naturelle). Un département public des antiquités est mis en place par le gouvernement. Il supervise la Section d'archéologie, peuplée d'experts français, qui se commue en Institut éthiopien d'archéologie et ouvre un éphémère musée, dédié aux collections nationales constituées par les missions françaises [Anfray 1963 : 15-16]. Les années 1960 voient l'Ethiopian Wildlife Conservation Organisation prendre en charge la protection de la faune et de la flore. La décision de la création des premiers parcs nationaux est actée en 1965 et se concrétise à la fin des années 1960 [Blanc 2015 : 22-23]. Dans les domaines du patrimoine culturel comme naturel, l'État valide des démarches initiées ou construites en relation avec le

monde universitaire de la capitale. La première institution d'enseignement supérieur d'Éthiopie, l'Addis Ababa University College (AAUC), est créée en 1950. Dirigé par un jésuite québécois, Lucien Matte, qui opère les recrutements du corps enseignant pour le compte du gouvernement, le collège universitaire est dédié à la formation des futurs cadres du régime impérial. Les contenus des enseignements, qu'ils soient dispensés au sein de la faculté des arts ou des sciences, sont alors généralistes et donnés en quasi exclusivité par des étrangers. Randi R. Balsvik a proposé quelques statistiques sur cette population. Jusqu'en 1955, les étrangers constituent l'intégralité du personnel universitaire de l'AAUC. En 1961, ils représentent les trois quarts des effectifs de l'HSIU et finalement un peu plus de la moitié en 1971 – ils sont alors 242 sur 520 enseignants et administrateurs. Ce personnel est majoritairement originaire d'Amérique du Nord et d'Europe (surtout d'Europe du Nord et du Nord-ouest) [Balsvik 1985 : 28-29]. Si la majorité d'entre eux n'auront été que de passage, plusieurs personnages se distinguent par leur longévité dans le paysage universitaire éthiopien ou par leur empreinte sur les institutions du pays – notamment les enseignants dont les itinéraires sont discutés dans cet article.

En 1961, l'AAUC se fond dans l'HSIU. C'est à l'AAUC puis à l'HSIU que les enseignants-chercheurs expatriés se mettent à produire de nouveaux savoirs sur l'Éthiopie, construisent des collections composées d'artefacts et de spécimens conservés par l'université, et non directement par l'État, et conçoivent également des institutions destinées à promouvoir leur démarche. Dans la capitale éthiopienne, deux musées universitaires encore en

activité témoignent de cette période : celui de l'Institute of Ethiopian Studies (IES), musée ethnographique créé en 1963 [Kassa Wolde Mariam 1963], et celui d'Histoire naturelle, instauré en 1964 – mais qui ne semble pas totalement ouvert au public jusqu'au début des années 1970 [NatHist s. d.]. Créés par un personnel universitaire expatrié travaillant au service du gouvernement éthiopien, ils ont la même origine. Ils ont ensuite évolué séparément, mais en parallèle, durant les années 1960. Ils sont dans la foulée devenus les vitrines d'une politique patrimoniale nationale dédiée autant à la nature qu'à la culture. Alors que la Révolution signifie pour le personnel étranger un départ soudain et le remplacement systématique par un personnel local, collections et musées ont été laissés en place par les gouvernements postrévolutionnaires comme les vestiges d'une démarche universitaire ayant associé collecte, recherche et conservation au musée et *in situ*. La Révolution a figé le musée d'Histoire naturelle (qui reste en cela un lieu témoin) tandis que le musée de l'IES a connu par la suite plusieurs remaniements.

À travers une enquête<sup>1</sup> sur les années fondatrices des musées universitaires d'Addis-

1. Cette enquête a été menée entre janvier et mars 2014 à Addis-Abeba et réalisée avec le soutien de l'Institut des mondes africains et du Centre français des études éthiopiennes (CFEE), dans le cadre d'un contrat de recherche post-doctoral avec le Labex CAP (« Création, Arts et Patrimoines »). Elle a été présentée au colloque « Spécimens de collection » (Institut national du patrimoine/École du Louvre) à Paris les 3 et 4 novembre 2014, puis en Éthiopie dans le cadre du colloque *Coping with Climate and Environmental Changes in Ethiopia and the Horn of Africa* (CFEE/Institut Français/The Horn of Africa Regional Environment Center and Network) du 7 au 9 avril 2015. Mes remerciements vont à Anaïs Wion et à Guillaume Blanc pour leurs relectures attentives et leurs conseils.

Abeba, de leur origine commune à leur spécialisation vers une volonté affichée de promotion des politiques de conservation, cette étude entend souligner l'imbrication des démarches ayant visé à appuyer d'un côté une politique de préservation de la faune (et dans une moindre mesure de la flore), et de l'autre des mesures visant à protéger le patrimoine culturel (ethnographique, historique et artistique). Il s'agit donc ici de suivre la circulation d'idées dans l'univers étroit des universitaires étrangers installés à Addis-Abeba. Dans ce lieu atypique qu'est l'université éthiopienne prérévolutionnaire, le projet général d'une Éthiopie-conservatoire se dessine et gagne du terrain sur le plan de la politique nationale. Si dans cette optique l'Homme et la nature ont rapidement fait l'objet de combats scientifiques, institutionnels et politiques distincts, ces derniers ont suivi des itinéraires extrêmement proches durant toute la période étudiée.

### **À la bibliothèque de l'AAUC, naissance d'un cabinet de curiosités (1952-1963)**

La première collection universitaire éthiopienne comprenant des objets ethnographiques autant que des animaux naturalisés est initiée par le bibliothécaire de l'AAUC, Stanislaw Chojnacki, futur premier conservateur du musée de l'IES. Sa trajectoire dans ce jeune monde universitaire des années 1950 jusqu'à la Révolution révèle une figure d'autodidacte déraciné, ayant fait de l'Éthiopie sa terre d'accueil et de mission professionnelle. D'origine polonaise, expatrié en Italie puis brièvement au Canada après la Seconde Guerre mondiale, diplômé de droit, sans lien avec l'Éthiopie avant son arrivée

à Addis-Abeba en 1950, il est recruté au Québec par Lucien Matte pour servir de bibliothécaire à l'AAUC [CV s. d. ; Chojnacki 2010 : 1-2]. Sur place, il fait partie des contestataires du contenu des enseignements généralistes et sans prise avec la réalité locale. En 1951, il réunit sur la base du volontariat un groupe d'étudiants dans ce qui constitue l'une des toutes premières associations de ce genre du pays, l'Addis Ababa University College Ethnological Society, dont les membres, parmi les premiers diplômés de l'AAUC, sont promis aux plus hautes fonctions, notamment universitaires. À titre d'exemples, les présidents de l'HSIU Aklilu Habte (1969-1974) et Duri Mohammed (1977-1985 et 1993-1995) furent respectivement adhérents de la Société de 1953 à 1954 et de 1955 à 1958. Taddesse Tamrat, directeur de l'IES pendant le régime postrévolutionnaire du *därg* et historien de renommée internationale, le fut également de 1958 à 1961 [Pankhurst (A.) 2002a : xiv-xxiii]. L'association, qui perdure jusqu'en 1964 et que S. Chojnacki accompagne en tant que « conseiller » jusqu'en 1958, publie la première revue de sciences sociales éthiopiennes, *l'Addis Ababa University College Ethnological Society Bulletin*, qui paraît de 1953 à 1961 (11 volumes)<sup>2</sup>. Celle-ci comporte des comptes rendus d'enquêtes de terrain, effectuées par des groupes d'étudiants ou à titre individuel. Les textes publiés témoignent de faits culturels et sociaux et initient une véritable entreprise d'inventaire ethnographique.

2. Le bulletin, devenu difficile à trouver, a été réédité en un volume en 2002 [Pankhurst (A.) 2002b].

Dès 1952, S. Chojnacki commence à mettre en œuvre un projet parallèle à celui de la bibliothèque. Il rassemble des artefacts ethnographiques (des éléments de mobilier, des outils, de l'habillement) et devient le conservateur d'un musée embryonnaire regroupant des dons personnels (notamment d'enseignants), mais également des objets issus de ses propres collectes effectuées lors de ses voyages dans le pays et de celles des étudiants de la Société d'ethnologie [NewsViewsTenYears 1962 : 11]. L'exposition permanente est installée dans les locaux de la bibliothèque universitaire aménagés à cet effet. Le lien entre la Société et le musée n'est officialisé qu'en 1960, date à laquelle un comité réduit est chargé d'assister le conservateur dans son projet [Ethnological Society 1960 : 8]. Si une grande partie des dons enregistrés par S. Chojnacki durant les années 1950 concerne des objets ethnographiques, ce dernier ne semble pas donner de limite disciplinaire à un musée qui n'a pas de nom et d'orientation prédéfinie. En 1955, l'institution accueille une collection d'animaux (surtout d'oiseaux) naturalisés constituée sous l'occupation italienne et retrouvée dans un bâtiment du ministère de l'Agriculture à l'occasion des préparatifs des célébrations du jubilé de l'empereur [NewsViewsTenYears 1962 : 11 ; Chojnacki 1990 : 30]. Les archives de la bibliothèque de l'IES (constituées par S. Chojnacki lui-même) nous mettent sur la piste des origines de cette collection ornithologique, rassemblée par Saverio Patrizi, et publiée en 1940 à Addis-Abeba dans le *Bollettino di idrobiologia, caccia e pesca dell'Africa Orientale Italiana* [Patrizi 1940]. Initiée en 1938, elle a alors pour origine une demande de la Surintendance de la chasse du gouvernement

colonial. Le projet : établir à Addis-Abeba un musée destiné à la sensibilisation des colons à la faune éthiopienne, avec le double objectif d'illustrer le potentiel cynégétique du pays et d'attiser l'« intérêt pour la conservation de la nature » [Patrizi 1940 : 94-95]. La collection italienne regroupe alors plus d'une centaine d'espèces d'oiseaux. Si S. Chojnacki insiste dans ses écrits autobiographiques postérieurs sur le caractère naturel et spontané de la transaction qui affecte au musée universitaire un ensemble de spécimens zoologiques naturalisés [Chojnacki 1990 : 30 ; Chojnacki 2010 : 20], le conservateur omet (ou ignore) l'existence plausible, dès 1952, d'une demande de la faculté des sciences adressée au ministère éthiopien de l'Éducation et visant à l'obtention de fonds pour établir une « exposition zoologique » sur le campus de l'AAUC. Des années plus tard, cette demande est retenue par le directeur du musée d'Histoire naturelle, Malcolm J. Largen, comme la première trace d'une initiative en ce sens [Largen : 1969 : 38].

Par son action de collecte, S. Chojnacki trace les contours de son projet muséographique. Le conservateur est précédé dans le milieu universitaire d'Addis-Abeba d'une réputation d'infatigable chasseur de papillons, dont il constitue des collections destinées à son musée [EthObsUnivCollege 1958 : 199-200 ; Chojnacki 2010 : 20]. Dans les pages de l'éphémère *University College Review*, dont l'unique volume est publié par l'AAUC en 1961, il témoigne de son intérêt pour les modalités pratiques de la collecte zoologique dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle – il admire notamment la façon dont le voyageur allemand Eduard Rüppell a su convaincre les

Éthiopiens de la valeur de son travail d'accumulation de spécimens d'animaux [Chojnacki 1961 : 86-87]. En 1961, S. Chojnacki participe directement à une mission naturaliste yougoslave sur le littoral érythréen destinée à recenser et à rapporter de nouveaux spécimens zoologiques [ZooYougo 1961]. Ceci contredit d'ailleurs ses propos postérieurs, contenus dans ses mémoires publiées en 2010, où il affirme avoir cessé la collecte naturaliste en 1959 et cédé les collections zoologiques à la faculté des sciences – en vue de la création du musée d'Histoire naturelle – ainsi qu'au Peabody Museum de Yale [Chojnacki 2010 : 20]. Plus tôt, et ailleurs dans ses mémoires, il évoque une séparation survenue au moment de la création de l'Institute of Ethiopian Studies (inauguré en 1963) [Chojnacki 1990 : 32-33, 2010 : 38].

Quoi qu'il en soit, cette séparation apparaît tardivement et surtout contrainte – ce qui explique peut-être la confusion entretenue par S. Chojnacki. Le conservateur a dû, lors de la création du musée de l'IES, abandonner l'idée d'un cabinet de curiosités mêlant animaux et productions humaines. Du fait de la forme prise par son projet initial, le conservateur du musée universitaire éthiopien apparaît en décalage avec son temps. Il apparaît beaucoup plus en ligne directe avec des projets de collectes ethnographiques déjà datés (comme celui de la mission Dakar-Djibouti (1931-1933), amalgamant dans une même collection d'étude des objets et des animaux (et notamment des insectes) [Bondaz 2011, 2013]) plutôt qu'avec les projets de musées et d'expositions ethnographiques développés en Europe ou aux États-Unis depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, qui ont opéré une séparation distincte entre la nature et les

productions des hommes [Dias 1991 ; Arnoldi 1999]. Sa référence aux activités de collecte du XIX<sup>e</sup> siècle – à Eduard Rüppell, mais on pourrait penser à d'autres voyageurs européens en Éthiopie instigateurs de collections à la fois ethnographiques et zoologiques, comme Paul Soleillet<sup>3</sup> – révèle un projet personnel marqué par des pratiques du passé, c'est-à-dire la collecte généraliste, sans nécessairement de spécialisation scientifique, la collection ayant ici surtout une valeur de témoignage (les objets et les spécimens servant de « preuves » de la réalité de l'exploration).

La Société d'ethnologie, étroitement associée aux activités de S. Chojnacki, est néanmoins peu impliquée dans ce débordement des activités de collecte sur les sciences naturelles. La publication de l'association se concentre strictement sur des faits culturels. Dans le *Bulletin*, les comptes rendus de *field trips* collectifs accordent nettement moins d'importance à l'environnement « naturel » qu'au bâti et aux conditions matérielles d'existence des populations. Les descriptions de la campagne éthiopienne des environs d'Addis-Abeba témoignent également d'une distance, peut-être recherchée, entre les étudiants et le monde rural<sup>4</sup>. Cette distance tient autant au caractère désormais urbain de ces jeunes qu'à la nature

3. Voyageur français, Paul Soleillet (1842-1886) est à la fois à l'origine d'une collection ethnographique éthiopienne déposée au Musée ethnographique du Trocadéro et d'une collection de mollusques éthiopiens qui fut étudiée au Muséum national d'histoire naturelle [Bourguignat 1885].

4. Voir, par exemple, la description de la route de Zeq'ala dans le premier volume [Demissie Adefrisow 2002 : 2-4].



de la publication, universitaire, anglophone, et résolument tournée vers la « modernité » malgré son intérêt pour les « traditions ».

En 1960, la Société, déjà en perte de vitesse, publie un *Information Bulletin* destiné à clarifier son rôle et son organisation. C'est également l'occasion, pour les membres, d'exprimer un objectif politique :

To preserve and, if needed, to revive traits of Ethiopian culture that have a lasting value. Modernization, we do not eschew ; rather we realize that, if it is to be really successful, it should not be forced from the outside but implanted in the good soil of Ethiopian culture and firmly rooted in it. To build a bridge between past and present and thereby to promote harmony among the people of a growing Ethiopia, is a major aim of the Society [Ethnological Society 1960 : 3].

La même publication officialise également le lien entre la Société et le musée de l'université, où sont conservés objets ethnographiques, papillons, mammifères et oiseaux naturalisés. Si les membres de la Société ne disent mot sur la nature mixte de la collection, elle donne son appui et valide ainsi, sur le plan de la démarche scientifique et intellectuelle, l'initiative de S. Chojnacki. La défense et la promotion de l'enracinement de la « modernisation » dans le « bon sol de la culture éthiopienne » semblent désormais passer par l'incorporation des humains et des animaux dans un même bien commun à préserver.

### Projets scientifiques parallèles et naissance d'un axe conservateur à l'AAUC

Le projet suranné de S. Chojnacki apparaît en décalage avec la démarche de certains membres du corps de la faculté des sciences.

Dès la seconde moitié des années 1950, l'AAUC se dote de centres de recherche dans deux domaines – les sciences de la terre et la botanique – qui assurent à la communauté universitaire expatriée et à l'enseignement supérieur éthiopien un rayonnement international, notamment à travers la coopération avec des institutions étrangères. Dans les deux domaines, la crédibilité au-delà des frontières semble recherchée.

Du côté des sciences de la terre, l'absence d'enseignement spécialisé à la fondation de l'AAUC en 1950 n'incite pas à la constitution immédiate d'une collection géologique [Univ-College s. d.]. Son existence est néanmoins attestée en 1980 dans une brochure célébrant les trente années de la faculté des sciences, sans qu'il ne soit précisé quand elle a été initiée [SciFaculty 1980 : 81]. L'intérêt pour les sciences de la terre de la part du collège universitaire comme du gouvernement éthiopien remonte à la fin des années 1950, la direction de l'AAUC installant au sein de la faculté des sciences l'Observatoire géophysique entre 1957 et 1959 [SciFaculty 1980 : 137-138]. Ce centre de recherche, créé à la suite d'une sollicitation de l'Union internationale de géodésie et de géophysique, est intégré à un réseau international de stations sismiques, dont il se doit d'adopter les standards d'équipement et de traitement des données. Son personnel – étranger – compile des données publiées systématiquement dans un *Bulletin of Geophysical Observatory*. En 1978, après plusieurs années de flottement consécutif à la Révolution, l'Observatoire est repris en main par des spécialistes éthiopiens [SciFaculty 1980 : 138].

Du côté de la botanique, c'est un projet plus individuel, celui d'un Herbarium national, porté par un expert irlandais en ingénierie forestière, Herbert F. Mooney, qui devient à la fin des années 1950 le lieu d'une production scientifique nouvelle et remarquée. Après avoir servi le gouvernement britannique aux Indes et au Moyen-Orient, H. F. Mooney effectue régulièrement des missions en Éthiopie dès le début des années 1950 [NewsViewsMooney 1961]. En 1956, il publie un premier glossaire vernaculaire des plantes du pays [Mooney 1956]. Il entre la même année au service de l'AAUC pour y développer un département des sciences forestières, et continuer son projet d'herbier inauguré en 1959 à partir de sa collection personnelle [HortSocHerbarium 1978-1979]. À l'instar de l'Observatoire géophysique, l'Herbier national est une institution de recherche suffisamment crédible pour justifier des partenariats à l'étranger – comme avec le jardin botanique de Kew, au Royaume-Uni, qui réalise l'identification des spécimens [Mooney 1963 : vi]. En 1959, les presses universitaires de l'AAUC publient le contenu des cours d'ingénierie forestière d'Herbert F. Mooney, sous le titre militant de *The Need for Forestry in Ethiopia*. L'auteur y explique comment et pourquoi le gouvernement et les populations éthiopiennes devraient s'emparer de la question forestière : « There is still time to save the remaining forests of this country from destruction, in spite of the devastation of past centuries, and to build up a valuable heritage for future generations [...] » [Mooney 1959 : 5-6]. Affirmant que le pays a subi une déforestation récente du fait de l'action de ses

paysans, l'ouvrage de H. F. Mooney constitue la référence des décennies à venir sur le sujet. Cette idée est déjà reprise en 1961 dans un rapport sur l'agriculture éthiopienne de l'Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture [Huffnagel 1961 : 395, 405-406]. Cette assertion, largement remise en cause par une série de travaux plus récents [McCann 1995 : 31-38, 1997 ; Crummey 1998 ; Gascon 1998] a durablement influencé les représentations nationales et internationales de l'environnement des hauts plateaux et de sa dégradation par les populations locales. La fabrique de ce récit « dégradacionniste » dans les années 1950-1960 se fait dans la continuité et en lien – par le biais de la circulation des experts (H. F. Mooney a acquis son expérience dans l'Empire colonial britannique) – avec un discours déjà bien établi dans l'Afrique coloniale, qu'elle soit sous domination française ou britannique. Ce discours trouve ses origines dans l'essor de la science coloniale à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et connaît un succès et une diffusion sans précédent dans les années 1950 [Fairhead et Leach, 1997 ; Leach et Fairhead, 2000].

Sur le campus d'Addis-Abeba, de Herbert F. Mooney à la Société d'ethnologie de S. Chojnacki, il semblerait qu'une convergence tacite vers la promotion d'une politique éthiopienne de conservation se dessine au tournant des années 1960. D'un côté, la culture « traditionnelle » serait menacée par la « modernité » et mériterait à ce titre d'être préservée. De l'autre, c'est bien le mode de vie traditionnel des Éthiopiens qui est mis en accusation, et la forêt qu'il faudrait donc protéger – dans



l'optique, néanmoins, d'en permettre une exploitation raisonnée. Contradictoires, les deux préoccupations se retrouvent dans la même revue, *l'Ethiopia Observer*, magazine anglophone publié en Grande-Bretagne et distribué en Éthiopie, édité par Richard Pankhurst – historien britannique installé à Addis-Abeba et futur premier directeur de l'Institute of Ethiopian Studies. Ce périodique est alors l'un des forums où se rencontrent, du moins par articles interposés, élites et intellectuels éthiopiens et universitaires étrangers établis dans le pays. À travers les articles de *l'Ethiopia Observer* (qui couvrent les arts, l'histoire, la géographie, les sciences naturelles, etc.) se dévoile, de la fin des années 1950 aux années 1960, l'existence d'une sociabilité scientifique transdisciplinaire ; le plus souvent étrangers, les auteurs sont des collègues impliqués dans la vie universitaire d'Addis-Abeba. Le magazine se fait ainsi la vitrine bienveillante de la Société d'ethnologie et en même temps du projet muséal de S. Chojnacki en 1958 [EthObsUnivCollege 1958 : 199-200, 217-220]. En 1961, H. F. Mooney y expose ses recherches sur la végétation, sans toutefois développer ses arguments sur la déforestation [Mooney 1961]. Ceux-ci se retrouveront dans les écrits postérieurs de Richard Pankhurst et de S. Chojnacki. Ce dernier, en particulier, se montre particulièrement sensible à cette question au cours des années 1960 et 1970. Membre actif de la Société d'horticulture éthiopienne, il la préside même de 1968 à 1973. La bibliothèque de cette Société, qui regroupe quelques Éthiopiens mais également un grand nombre d'expatriés de la capitale, est installée dans le bâtiment de l'Institute of Ethiopian Studies [HortSocLibrary 1973-1974]. Dans les pages

du premier *Journal of Ethiopian Studies*<sup>5</sup> [Chojnacki 1963] comme du *Bulletin of the Horticultural Society of Ethiopia* (en 1975) [Chojnacki 1975], le conservateur popularise les thèses d'H. F. Mooney en écrivant un article sur l'histoire de la déforestation dans le pays. En 1963, c'est le directeur de l'IES, R. Pankhurst, qui rebondit sur le sujet dans les pages de *l'Ethiopia Observer* en citant S. Chojnacki et H. F. Mooney [Pankhurst (R.) 1963].

Après le départ à la retraite d'H. F. Mooney en 1961, la collection de l'Herbier national est provisoirement reversée à celle du musée de l'AAUC mais, explique-t-on alors dans le journal du campus *News and Views*, uniquement en attendant le retour d'un botaniste éthiopien en formation à Kew [NewsViews Mooney 1961]. Pour un temps seulement, S. Chojnacki est le conservateur de l'essentiel des collections universitaires éthiopiennes. L'Herbier national continue de se développer dans les années 1960 sous l'action de directeurs à nouveau étrangers [Mesfin Tadesse 1979 : 1]. Il abrite une collection de 6 000 spécimens en 1968 [SciFaculty 1980 : 28] et survit sans difficulté apparente aux turbulences de la Révolution. L'Herbier national de l'Université d'Addis-Abeba reste, après 1974, une interface privilégiée de collaboration scientifique internationale, notamment avec l'Université d'Uppsala, en Suède, avec laquelle est élaborée une inédite et exhaustive série d'ouvrages de descriptions botaniques de la flore de l'Éthiopie dans les années 1980 et 1990.

5. Revue internationale éthiopienne créée en 1963 à la suite de l'IES.

### **Les musées universitaires éthiopiens : des collections d'étude à la pédagogie de la conservation**

L'émergence d'institutions dont la réputation et les réseaux scientifiques sont internationaux sur le campus d'Addis-Abeba offre un arrière-plan révélateur de la « réforme » du musée universitaire qui s'opère avec la naissance de l'Haile Sellassie I University, en 1963. Pour la zoologie et l'ethnologie, jusqu'ici cantonnées au cabinet de curiosités de S. Chojnacki, le modèle inauguré par l'Observatoire géophysique et l'Herbier national – celui d'institutions scientifiques liées à la communauté universitaire mondiale – semble désormais devoir s'appliquer aux domaines qui étaient pour l'instant restés marqués par un certain amateurisme. La décision de la création de l'Institut des études éthiopiennes, qui revient au dernier directeur de l'AAUC, l'israélien Zvi Yabetz [Pankhurst (R. et R.) 2013 : 107], et celle de créer dans la foulée un musée d'Histoire naturelle sur le campus de la faculté des sciences, concrétisent une même volonté de mise en conformité des infrastructures universitaires avec les objectifs de modernisation institutionnelle affichés par le gouvernement impérial. Si leurs créateurs et premiers administrateurs, surtout du côté de la zoologie, revendiquent une approche scientifique – les collections sont des supports d'étude – c'est surtout la dimension « conservatoire » et pédagogique des deux nouveaux musées universitaires qui valide leur démarche, notamment auprès des autorités du pays.

Du côté des sciences humaines, la création de l'Institute of Ethiopian Studies traduit au niveau institutionnel les objectifs de la Société d'ethnologie de l'AAUC, en faisant de la « promotion de l'étude de la culture éthiopienne » [Tereffe Asrat 1969 : 15] une mission déclinée en trois activités : administrer une bibliothèque de recherche, créer un musée ethnographique (les collections constituées par S. Chojnacki) et publier une revue de sciences humaines internationale (*Journal of Ethiopian Studies*). L'institution est encore dirigée par un étranger (R. Pankhurst) et son conservateur n'est autre que S. Chojnacki. Le nouveau musée, dédié exclusivement à la culture matérielle (habillement, petit mobilier et outils issus de la production artisanale des populations), affiche une spécialisation qui rompt avec le projet initial du musée de l'AAUC. Pour le conservateur, cet abandon semble compensée par les circonstances favorables qui entourent la création du musée de l'IES.

Le musée de l'IES bénéficie d'abord d'un cadre prestigieux : l'empereur a laissé son ancien palais à l'université, qui en a fait son siège et celui de l'institut. De ce fait, il constitue un lieu idéal pour les visites officielles des personnalités politiques internationales de passage dans la capitale et au siège de l'Organisation de l'unité africaine, créée en 1963 (*fig. 1*).

Sans que le soutien ne soit direct, du moins les premières années, le musée de l'IES intéresse l'empereur pour son potentiel de mise en valeur de la culture de son pays notamment lorsqu'il y emmène ses hôtes de marque [Chojnacki 2010 : 35-36].



Fig. 1. L'assistant de Stanislaw Chojnacki, Girma Fisseha, conduit la visite du musée de l'IES pour la reine Sofia de Grèce, reine d'Espagne (cliché : coll. personnelle Girma Fisseha).

La collection ne cesse de s'étendre jusqu'à la Révolution, en particulier sous l'effet de nombreuses donations du ministère de l'Agriculture, ce qui suggère des consignes venues du sommet de l'État [IESLivreAcquisitions s. d.]. Parallèlement, les nouvelles orientations de la collecte, qui s'affirment dès le milieu des années 1960, traduisent la double recherche d'une légitimité scientifique et d'une justification patrimoniale – dans la veine des objectifs défendus par la Société d'ethnologie. Le rapprochement d'ethnologues étrangers (David Turton, Loren Bliese, Ivo Strecker), qui ouvrent alors de nouveaux terrains en Éthiopie et documentent des zones jusqu'ici largement absentes des collections universitaires, permet notamment au musée de l'IES de se constituer une collection plus exhaustive et de revendiquer un statut scientifique international (du fait des collaborations). Dès lors, la vallée de l'Omo, la dépression Afar et leurs sociétés pastorales et agro-pastorales – qui tranchent avec les sociétés agraires des hauts plateaux éthiopiens – deviennent les nouvelles « stars » de la muséographie de S. Chojnacki. Ainsi l'exposition d'anthropologie s'organise-t-elle autour d'une tente afar [IESLivreAcquisitions s. d. vol. 1 ; Chojnacki 2010 : 55] et encore aujourd'hui. Ces collections d'artefacts, qui se veulent le reflet le plus complet possible des populations (tous les domaines de la vie sont concernés), sont enfin dignes de servir de matière à des études anthropologiques sur la culture matérielle. Afin de faire du musée un lieu de production de savoirs, S. Chojnacki édite une série (interrompue par la Révolution) de catalogues critiques offrant descriptions et typologies [Hecht 1969 ; Moore 1971]. Le conservateur

défend alors à la fois le discours scientifique avec l'idée d'une certaine unité des cultures matérielles éthiopiennes – qui contraste avec la diversité culturelle, notamment religieuse et linguistique du pays, les vertus éducatives – et la dimension conservatoire de son musée. Il répète alors dans les publications des années 1960 que son entreprise vise à léguer aux nouvelles générations les témoignages de l'Éthiopie d'hier ou « traditionnelle » [Chojnacki 1965 ; Tereffe Asrat 1969 : 16].

Comme pour donner plus de poids à cette dernière dimension, le conservateur du musée de l'IES adopte, dans la seconde moitié des années 1960, et cette fois-ci en relation directe avec des membres de la famille et de l'entourage de l'empereur, une politique d'acquisition d'objets religieux anciens (icônes, croix de procession, etc.) auprès des antiquaires d'Addis-Abeba. Cette action de sauvegarde, rendue publique dans les milieux mondains de la capitale par la mobilisation d'un réseau de donateurs impliquant à la fois l'élite sociale éthiopienne et les expatriés, réunis au sein de la Society of Friends of the Institute of Ethiopian Studies [Chojnacki 2007], est destinée à éviter la sortie du pays de ces objets qui auraient alors acquis une valeur importante sur le marché international de l'art [Tereffe Asrat 1969]. En même temps qu'elle offre au musée une collection prestigieuse, elle en fait la vitrine d'une politique volontariste de protection d'un certain type d'antiquités. Elle valorise l'ancrage de l'Éthiopie dans une ancienne histoire chrétienne – un objectif vers lequel tend la politique patrimoniale du gouvernement depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle [Hirsch et Fauvelle-Aymar 2001 ; Chekroun 2011].



Le terme *heritage* apparaît bientôt sous la plume de S. Chojnacki et devient le mot d'ordre de son action à la tête du musée, qu'il explicite dans les pages du magazine italo-phonie *Sestante* et de la revue *Dialogue*, destinée aux enseignants de l'université [Chojnacki 1970, 1971]. Traduit par *Eredita* dans la version italienne de son texte, il est employé sans que le lien ne soit fait avec une notion éthiopienne, comme celle (en langue amharique) de « *qers* » (« ce qui reste »), qui fut toutefois utilisée par la suite par les institutions éthiopiennes en charge du patrimoine. Le terme *heritage* s'impose à celui d'« antiquités », que s'était approprié le gouvernement dès les années 1920 [Chekroun 2011 : 31]. Ce changement de vocabulaire, plus englobant, traduit la diversité des objectifs de conservation de l'époque. En menant à bien cette opération de « sauvetage » du patrimoine chrétien avec la collaboration des cercles du pouvoir (patrons de banques, membres de la famille impériale), S. Chojnacki court-circuite aussi bien le département des antiquités – qui peine à agir tant sur le plan légal que sur celui du contrôle de la circulation des biens – que l'Église éthiopienne, dont l'incapacité à conserver son propre patrimoine est mise en lumière. En effet, les biens acquis auprès des antiquaires ont été « sortis » des trésors ecclésiastiques et monastiques, avec la probable complicité de ceux qui étaient chargés de les surveiller [Chojnacki 2007, 2010 : 56-57]. Le 25 octobre 1968, l'empereur lui-même assiste à l'inauguration de la première exposition d'acquisitions d'antiquités religieuses réalisée par S. Chojnacki avec l'aide de son réseau de donateurs, et donne ainsi son aval officiel à l'initiative du conservateur [Chojnacki 2010 : 62].

Du côté des sciences naturelles, et plus particulièrement, ici, de la zoologie, la création du nouveau musée universitaire est actée dès 1964, mais la concrétisation du projet prendra beaucoup plus de temps. Si cette institution est bien une composante de la faculté des sciences de l'HSIU, elle est un département à part entière, confié par la présidence de l'université à la direction de l'entomologiste danois Jørgen Birket-Smith jusqu'à son départ en 1968. Il sera remplacé par deux zoologues, Emil K. Urban et Malcolm J. Lagen [Lagen 1969 ; NatHist s. d.]. Le premier est ornithologue spécialiste de l'avifaune africaine et éthiopienne, en particulier. Quant au second, il est l'auteur de publications sur les amphibiens et les mammifères d'Éthiopie. Tous deux travaillent à l'inventaire des espèces animales. Le musée d'Histoire naturelle est le reflet de leur activité. Le projet défini en 1964 comprenait l'annexion de l'Herbier national – jamais concrétisée – et la réalisation d'un jardin botanique et d'un parc zoologique, avec un aquarium, des extensions avortées dès la fin des années 1960, faute de moyens et, à la suite de la Révolution, de suivi ou de volonté institutionnels. Le musée se concentre donc, tout au long de son histoire, sur sa seule collection d'animaux naturalisés. Constituée sous l'ère Chojnacki, d'abord remise en réserve à la suite de la réorganisation du campus universitaire, elle est réinstallée en 1964 dans le bâtiment de la faculté des sciences. Entre 1966 et 1967, l'université fait construire, notamment grâce au financement d'une fondation américaine<sup>6</sup>, un bâtiment provisoire

6. Il s'agit de l'African Wildlife Leadership Foundation [Lagen 1969 : 40].

en métal sur le campus d'Arat Kilo : c'est le véritable acte de naissance du musée.

S'il ne semble pas bénéficier des mêmes auspices que celui de l'IES (pas de palais, pas de visites officielles mentionnées dans les écrits de la direction), il affiche de grandes ambitions, concrétisées par la réalisation de collections d'étude par de véritables biologistes. Dans une correspondance de 1967 à l'Eastern African Natural History Society, E. K. Urban explique comment une soixantaine d'enseignants de l'université – venus notamment d'autres départements de la faculté des sciences – ont réalisé la plus grande collection au monde d'amphibiens d'Éthiopie et comment elle est alors étudiée pour identification à Chicago, en vue d'un retour au musée d'Histoire naturelle d'Addis-Abeba [Urban 1967]. Crédible, internationalisée, disposant d'une collection de référence unique pour l'Éthiopie, la galerie zoologique reste néanmoins modeste en termes de taille et d'infrastructure. Mais M. J. Largen n'entend pas en rester là. En 1969, dans les colonnes de la revue *Walia*, lancée cette année par l'Ethiopian Wildlife Conservation Organisation, les objectifs du musée d'Histoire naturelle s'affichent sous la plume du directeur. Il place l'institution, qu'il dirige, sous le signe de la conservation en en faisant un instrument de sensibilisation des publics éthiopiens à la protection de la faune, même s'il ne semble être tourné, dans ses projets pédagogiques, qu'essentiellement vers les étudiants en sciences. Finies les étagères : M. J. Largen annonce la généralisation des dioramas, ce procédé ingénieux utilisé depuis longtemps dans les musées européens et américains et qui vise, à peu de frais, à donner

vie, en quelque sorte, aux animaux empaillés en les présentant dans un environnement peint [Largen 1969 : 40]. Cette démarche muséographique est éminemment tournée vers la pédagogie (*fig. 2 et 3*).

La muséographie du musée d'Histoire naturelle semble s'être figée à la Révolution. Elle reprend la structure classique d'une galerie zoologique : une exposition des grandes familles d'animaux avec surtout un grand espace dédié aux invertébrés marins et terrestres, aux mammifères et aux oiseaux. Elle comprend également une salle introductive, explicitant les objectifs de sensibilisation du musée, lequel est présenté à la fois comme un lieu de production scientifique (étude et conservation de spécimens) et d'éducation à la biologie et aux enjeux de la conservation (*fig. 4*).

On y recommande d'accompagner la visite par un voyage dans le parc national de l'Awash, créé en 1966 et qui a également l'avantage d'être proche d'Addis-Abeba. Les différents parcs nationaux sont présentés avec leurs animaux emblématiques. Le braconnage et l'exploitation économique de la faune sauvage y sont considérés comme ses principales menaces. Ces menaces ne sont pas explicitement associées à des « méthodes traditionnelles » mais traitées en termes très généraux. Le discours se focalise sur les méthodes de protection des espèces et, en particulier, sur la nécessité de cartographier et d'étudier dans le temps leur évolution et leur comportement, ainsi que de considérer faune et flore comme partie d'un tout indissociable. L'introduction s'achève sur une présentation des enjeux de la conservation pour l'éducation, le tourisme,





Fig. 2. La galerie des oiseaux du musée d'Histoire naturelle d'Addis-Abeba et son crocodile  
(cliché : Thomas Guindeuil, mars 2014).



Fig. 3. Détail de diorama dans la galerie des oiseaux, musée d'Histoire naturelle d'Addis-Abeba (cliché : Thomas Guindeuil, mars 2014).





Fig. 4. Vue de la salle introductive du musée d'Histoire naturelle d'Addis-Abeba  
(cliché : Thomas Guindeuil, mars 2014).

les loisirs et la science. Ce propos très simple dans sa forme paraît préférer convoquer des arguments très rationalistes (l'argument économique est souvent appuyé) plutôt que des concepts plus flous dans l'Éthiopie d'alors – comme celui de *heritage*. On évoque avant tout la « conservation », ses avantages et ses méthodes.

Le propos semble largement tiré des écrits de Leslie H. Brown, l'expert qui accompagne tout au long des années 1960 et au début des années 1970 la mise en place de la politique de conservation de l'environnement du gouvernement éthiopien sous l'égide de l'Unesco. Ce dernier, collaborateur de M. J. Largen, qu'il remercie dûment, en introduction de son ouvrage, publie en 1973 le contenu des leçons qu'il a données en 1971 à l'HSIU sous le titre *Conservation for Survival. Ethiopia's Choice*. Publié aux presses universitaires, il est préfacé par le ministre de l'Agriculture, Kassa Wolde Mariam, qui valide ainsi la démarche de L. H. Brown et de la faculté des sciences en faveur d'une politique de conservation environnementale, dont le musée d'Histoire naturelle se veut l'outil pédagogique. Le ministère est également l'un des soutiens du musée de l'IES, les deux politiques – l'une en faveur d'un conservatoire de la culture matérielle éthiopienne « traditionnelle », l'autre à l'appui de la protection de la faune – semblant aller de pair.

En incorporant en particulier le discours de L. H. Brown dans sa muséographie au moment où il semble justement s'ouvrir à un public plus large que celui des étudiants, le musée d'Histoire naturelle s'installe dans

le paysage éthiopien comme un instrument d'accompagnement des mesures de protection de l'environnement, et en particulier de la création des parcs nationaux. Ce statut, qui légitime la démarche de longue haleine des créateurs du musée, est peut-être envié par les acteurs d'autres domaines de l'enseignement scientifique à Addis-Abeba. Ainsi le directeur de l'Herbier national, Michael G. Gilbert, qui a pris la suite de H. F. Mooney, publie entre 1973 et 1974 des tribunes faisant valoir l'intérêt de son activité pour la définition d'une politique de conservation plus particulièrement dédiée à la flore. Il y oppose la popularité, notamment en Éthiopie, du *Walia ibex*<sup>7</sup> comme icône des espèces animales menacées, et le manque généralisé de connaissance sur les espèces végétales également menacées [Gilbert 1973-1974, 1974]. En creux, c'est l'inexistence d'un outil pédagogique spécifique à la flore qui est mise en lumière, l'Herbier national étant depuis le début une institution de recherche qui n'affiche aucune vocation d'ouverture au public. Le directeur entend bien raccrocher son institution à une thématique valorisée par les institutions internationales (comme l'Unesco) ce qui lui permettrait un dialogue plus direct avec les autorités éthiopiennes. Il faut néanmoins attendre l'année 1976-1977, après la Révolution, pour qu'un botaniste éthiopien, Getachew Aweke, défende dans les pages du *Bulletin of the*

7. Le *Walia ibex* est un bouquetin dont la population résiduelle est aujourd'hui cantonnée au parc national du Simien.

*Horticultural Society of Ethiopia*, l'idée de la création d'un *arboretum* et de serres destinés au public éthiopien à son retour d'un long séjour d'étude à l'Université de Wageningen, aux Pays-Bas [Getachew Aweke 1976-1977]. Sans succès.

## Conclusion

Dans les années qui précèdent directement la Révolution, les deux musées universitaires, dont les gestionnaires respectifs se sont attachés à séparer nettement leurs domaines de compétences, restent associés dans la promotion de mesures parallèles de protection d'un patrimoine éthiopien nouvellement désigné comme tel. Ces institutions portent en elles un message de sensibilisation aux enjeux de la conservation, que celle-ci concerne les espèces animales sauvages ou les productions matérielles humaines, anciennes ou contemporaines. Ayant accompagné, et quelquefois précédé, l'intérêt croissant du gouvernement pour ces questions, les musées universitaires ont finalement acquis une mission pédagogique dans ce domaine. Si leurs objets sont différents, les combats sont partagés au sens où le mode opérationnel est exactement le même. Lorsqu'en 1969 M. J. Lagen définit les objectifs du musée d'Histoire naturelle, ceux-ci se résument à trois points : établir des collections de référence, promouvoir des publications spécialisées et grand public sur la faune, et développer le rôle éducatif du musée, à destination des étudiants en biologie, des écoliers, et enfin du public non scolaire [Lagen 1969 : 41-44]. En 1973, l'IES définit

les activités de son musée par la collecte et l'étude de la vie matérielle éthiopienne, mais envisage comme principal développement l'élargissement de son public, l'organisation de visites, etc. [IESOutline 1973]. Au tournant des années 1970, S. Chojnacki communique autour du rôle que doit jouer le musée dans l'éducation des jeunes générations et vise en particulier le rapprochement avec les milieux scolaires [Chojnacki 1971 : 7-9].

Si les années 1960 et 1970 sont marquées par le soutien des institutions internationales – (Unesco pour les parcs nationaux et Fonds international des antiquités à Lalibela [Chojnacki 1971 : 11]) – à la politique patrimoniale du gouvernement, la communauté universitaire étrangère du campus d'Addis-Abeba apparaît à la pointe du combat pour la promotion de la conservation de la part du gouvernement, qui prendrait la forme de mesures de protection (notamment vis-à-vis des espèces animales, par la création de parcs naturels) et de collectes (par la création de collections nationales). Ce groupe d'enseignants-chercheurs, devenus des experts, apparaît comme une interface efficace entre l'Éthiopie et le monde extérieur. Formés à l'étranger, ils maîtrisent le langage international du patrimoine et bénéficient de la marge de manœuvre nécessaire pour agir auprès du gouvernement, quitte à lui emboîter le pas s'ils l'estiment nécessaire<sup>8</sup>. Leurs chantiers muséaux ouvrent la voie à l'accélération de l'institutionnalisation

8. Pour aller plus loin sur le rôle des « experts en patrimoine » dans l'Éthiopie contemporaine, voir l'article de Guillaume Blanc et Marie Bridonneau [2015].

d'un patrimoine national éthiopien protégé par la loi nationale, et immédiatement internationalisé, symbolisé par l'entrée en 1978 de deux sites – les églises de Lalibela et le parc national des Simien Mountains – sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco : l'un

« culturel » et l'autre « naturel ». Dans ce contexte postrévolutionnaire, les experts étrangers ne sont plus dans l'université éthiopienne mais conservent à travers l'institution internationale et ses relais sur place un rôle déterminant.

### Sources

Documents d'archives, articles de journaux et brochures sans auteurs, notés sous abréviation dans le corps du texte

**[CV]** — s. d., Bibliothèque de l'IES, Chojnacki Miscellanea 2, « CV » (document inédit).

**[EthnologicalSociety]** — 1960, Ethnological Society U.C.A.A. Information Bulletin.

**[EthObsUnivCollege]** — 1958, « The University College of Addis Ababa », *Ethiopia Observer* 2 (6), *Special issue on education* 3, juillet : 195-207 et 210-213.

**[HortSocHerbarium]** — 1978-1979, « Questions and Answers : The National Herbarium », *Bulletin of the Horticultural Society of Ethiopia* 4 (1) : 37.

**[HortSocLibrary]** — 1973-1974, « Questions and Answers : The Society's Library », *Bulletin of the Horticultural Society of Ethiopia* 3 (4) : 19.

**[IESLivreAcquisitions]** — s. d., *Livre des acquisitions du musée de l'IES*, 4 vol. (document manuscrit inédit).

**[IESOutline]** — 1973, Bibliothèque de l'IES, HSIU Miscellanea 5, « Institute of Ethiopian Studies. Outline of functions » (document inédit).

**[NatHist]** — s. d., Bibliothèque de l'IES, HSIU Miscellanea 3, « Haile Sellassie I University, Department of Biology, The Natural History Museum » (document inédit).

**[NewsViewsMooney]** — 1961, *News and Views* 4 (16), 23 février : 2-3.

**[NewsViewsTenYears]** — 1962, « Ten years of U.C.A.A. Museum », *News and Views* 6 (11), 21 décembre : 11.

**[SciFaculty]** — 1980, *Science Faculty. 30 years in perspective*. Addis Ababa, Addis Ababa University Press (brochure).

**[UnivCollege]** — s. d., *University College. Addis Ababa*. Addis Ababa, Addis Ababa University College (brochure).

**[ZooYougo]** — 1961, *News and Views* 4 (12), 26 janvier : 4.



## Bibliographie

**Anfray, Francis** — 1963, « L'Institut éthiopien d'archéologie », *Tarik* 1 : 15-16.

**Arnoldi, Mary Jo** — 1999, « From the Diorama to the Dialogic : A Century of Exhibiting Africa at the Smithsonian's Museum of Natural History », *Cahiers d'Études africaines* XXXIX (3-4), 155-156 : 701-726.

**Bahru Zewde** — 2002, *A History of Modern Ethiopia, 1855-1991*. Oxford, Athens et Addis Ababa, James Currey-University of Ohio Press-Addis Ababa University Press.

**Balsvik, Randi Rønning** — 1985, *Haile Sellassie's Students : The Intellectual and Social Background to Revolution, 1952-1977*. East Lansing, African Studies Center-Michigan State University.

**Blanc, Guillaume** — 2015, *Une histoire environnementale de la nation. Regards croisés sur les parcs nationaux du Canada, d'Éthiopie et de France*. Paris, Publications de la Sorbonne.

**Blanc, Guillaume et Marie Bridonneau** — 2015, « Conseiller, expert et consultant en patrimoine : la construction d'une figure de l'Éthiopie contemporaine », *EchoGéo* 31 (<<http://echogeo.revues.org/14128>>).

**Bondaz, Julien** — 2011, « L'ethnographie comme chasse. Michel Leiris et les animaux de la mission Dakar-Djibouti », *Gradhiva*, nouvelle série 13 (1) : 163-181. — 2013, « L'ethnographie parasitée ? Anthropologie et entomologie en Afrique de l'Ouest (1928-1960) », *L'Homme* 206 (2) : 121-150.

**Bourguignat, Jules René** — 1885, *Mollusques terrestres et fluviatiles recueillis par M. Paul Soleillet dans son voyage au Choa (Éthiopie méridionale)*. Paris, Tremblay.

**Brown, Leslie Hilton** — 1966, « Wildlife Conservation in Ethiopia », *Nature and resources* 2 (1), mars : 5-9. — 1973, *Conservation for Survival. Ethiopia's Choice*. Addis Ababa, Haile Sellassie I University.

**Chekroun, Amélie** — 2011, « Un archéologue capucin en Éthiopie (1922-1936) : François Bernardin Azaïs », *Afriques. Débats, méthodes et terrains d'histoire*, varia (<<http://afriques.revues.org/785>>).

**Chojnacki, Stanislaw** — 1961, « Some Notes on Early Travelers in Ethiopia », *University College Review* 1 (1) : 71-89. — 1963, « Forests and Forestry

Problem as Seen by Some Travellers in Ethiopia », *Journal of Ethiopian Studies* 1 (1) : 32-39. — 1965, « Il Museo etnologico », *Sestante* 1 (2) : 31-37. — 1970, « La preservazione dell'eredità nazionale dell' Etiopia », *Sestante* 6 (2) : 71-85. — 1971, « The Preservation of Ethiopia's Cultural Heritage », *Dialogue* 3 (2), juillet : 7-18. — 1975, « Droughts and Deforestation », *Bulletin of the Horticultural Society of Ethiopia* 3 (5) : 10-13. — 1990, « Some Notes on the Occasion of the 25th Anniversary of the Institute of Ethiopian Studies », in R. Pankhurst, Taddese Beyene eds., *Silver jubilee anniversary of the Institute of Ethiopian Studies. Proceedings of the symposium, Addis Ababa, November 24-26, 1988*. Addis Ababa, Institute of Ethiopian Studies-Addis Ababa University : 27-38. — 2007, « Foundation of the Society of Friends of the Institute of Ethiopian Studies », *Journal of Ethiopian Studies* 40 (1-2) : 359-360. — 2010, *Twenty Years of Service at the University College and the Institute of Ethiopian Studies, Addis Ababa, between 1950 and 1975*. Toronto.

**Clapham, Christopher** — 1969, *Haile-Selassie's Government*. Londres/Harlow, Longmans.

**Crummey, Donald** — 1998, « Deforestation in Wällo : Process or illusion ? », *Journal of Ethiopian Studies* 31 (1), *Special issue on environment and development in Wällo*, juin : 1-41.

**Demissie Adefrisow** — 2002 [1953-1961], « Field trip to Z'quala », in A. Pankhurst ed., *Addis Ababa University College Ethnological Society Bulletin vol. I, n° 1-10 et vol. II, n° 1*. Addis Ababa, Addis Ababa University : 2-4.

**Dias, Nélia** — 1991, *Le musée d'ethnographie du Trocadéro : 1878-1908. Anthropologie et muséologie en France*. Paris, CNRS Éditions.

**Fairhead, James et Melissa Leach** — 1997, « Deforestation in Question : Dialogue and Dissonance in Ecological, Social and Historical Knowledge of West Africa. Cases from Liberia and Sierra Leone », *Paidéuma* 43 : 193-225.

**Gascon, Alain** — 1998, « La forêt perdue d'Éthiopie, un mythe contemporain », in M. Chastanet ed., *Plantes et paysages d'Afrique. Une histoire à explorer*. Paris, Karthala : 383-409.

**Getachew Aweke** — 1976-1977, « An Arboretum for Ethiopia ? », *Bulletin of the Horticultural Society of Ethiopia* 3 (6) : 18-19.

**Gilbert, Michael G.** — 1973-1974, « Plants in danger », *Bulletin of the Horticultural Society of Ethiopia* 3 (4) : 17-18. — 1974, « Plants in danger », *Walia* 5 : 6-8.

**Hecht, Elisabeth Dorothea** — 1969, *The Pottery Collection*. Addis Ababa, The Museum of the Institute of Ethiopian Studies-Haile Sellassie I University.

**Hirsch, Bertrand et François-Xavier Fauvelle-Aymar** — 2001, « Aksum après Aksum. Royauté, archéologie et herméneutique chrétienne de Ménélik II (r. 1865-1913) à Zär'a Yä'eqob (r. 1434-1468) », *Annales d'Éthiopie* 17 : 59-109 (<[www.persee.fr/doc/ethio\\_0066-2127\\_2001\\_num\\_17\\_1\\_991](http://www.persee.fr/doc/ethio_0066-2127_2001_num_17_1_991)>).

**Huffnagel, H. P.** — 1961, *Agriculture in Ethiopia*. Rome, FAO.

**Kassa Wolde Mariam** — 1963, « The Institute of Ethiopian Studies », *The Journal of Modern African Studies* 1 (3), septembre : 383-384.

**Largen, Malcolm J.** — 1969, « A Report on the Present Status of the Natural History Museum Addis Ababa », *Walia* 1 : 38-45.

**Leach, Melissa et James Fairhead** — 2000, « Challenging neo-Malthusian Deforestation Analyses in West Africa's Dynamic Forest Landscapes », *Population and Development Review* 26 (1) : 17-43.

**McCann, James C.** — 1995, *People of the Plow. An Agricultural History of Ethiopia, 1800-1990*. Madison, The University of Wisconsin Press. — 1997, « The Plow and the Forest : Narratives of Deforestation in Ethiopia, 1840-1992 », *Environmental History* 2 (2) : 138-159.

**Mesfin Tadesse (en collaboration avec Getachew Aweke)** — 1979, *Herbarium Accession List of the Plants of Ethiopia*. Addis Ababa University, Faculty of Science.

**Mooney, Herbert F.** — 1956, *A Preliminary List of Ethiopian Plant Names with their Botanical Equivalents*. Beirut. — 1959, *The Need for Forestry in Ethiopia. A Series of Lectures Given at University College, Addis Ababa*. Addis Ababa, University College Press. — 1961, « The Natural Vegetation of Ethiopia », *Ethiopia Observer* 5 (3) : 203-206. — 1963, *A Glossary of Ethiopian Plant Names*. Dublin, Dublin University Press.

**Moore, Eine** — 1971, *Ethiopian Processional Crosses*. Addis Ababa, The Institute of Ethiopian Studies-Haile Sellassie I University.

**Pankhurst, Alula** — 2002a [1953-1961], « The Ethnological Society Bulletin, an Age of "Cultural Renaissance" ? », in A. Pankhurst ed., *Addis Ababa University College Ethnological Society Bulletin*, vol. I, n° 1-10 et vol. II, n° 1. Addis Ababa, Addis Ababa University : xiv-xxiii.

**Pankhurst, Alula ed.** — 2002b [1953-1961], *Addis Ababa University College Ethnological Society Bulletin*, vol. I, n° 1-10 et vol. II, n° 1. Addis Ababa, Addis Ababa University.

**Pankhurst, Richard** — 1963, « Wild life and forests in Ethiopia », *Ethiopia Observer* 7 (3) : 241-256.

**Pankhurst, Richard et Rita Pankhurst** — 2013, *Ethiopian Reminiscences. Early days*. Los Angeles, Tsehai Publishers.

**Patrizi, Saverio** — 1940, « La raccolta zoologica della Sovrintendenza alla Caccia in Addis Abeba », *Bollettino di idrobiologia, caccia e pesca dell'Africa Orientale Italiana* 1 (1) : 94-106.

**Tereffe Asrat** — 1969, « 15th century Ethiopian art », *Addis Reporter* 14 février : 15-16.

**Urban, Emil K.** — 1967, « Notes on a Collection of Amphibians from Ethiopia », *Journal of the Eastern African Natural History Society* 26 (2) : 85-86.

### Résumé

Thomas Guindeuil, *Nature, culture, même combat ? Sciences et conservation sur le campus d'Addis-Abeba (1950-1974)*

Le développement des institutions universitaires éthiopiennes de 1950 à la Révolution de 1974 s'est appuyé sur le recrutement d'enseignants-chercheurs étrangers. Tout en développant des connaissances inédites dans des domaines variés, ces derniers ont construit des collections d'étude qui ont rapidement donné lieu à la création d'un musée universitaire, bientôt scindé en deux institutions, l'une dédiée à la culture matérielle, l'autre à la zoologie. L'objet de cette contribution est de mettre en lumière l'évolution de ces projets qui ont oscillé entre diffusion de la recherche et promotion d'une politique de conservation dédiée autant à l'environnement qu'à la culture. Il s'agit en particulier d'attirer l'attention sur les racines communes et les liens qui s'ensuivent entre d'une part les praticiens des sciences de l'homme et des sciences naturelles et d'autre part l'institutionnalisation de la notion de patrimoine en Éthiopie.

### Mots clés

Éthiopie, conservation, culture matérielle musées, patrimoine, sciences naturelles, université

### Abstract

Thomas Guindeuil, *Nature, culture, the same battle? Science and conservation on the Addis Ababa campus (1950-1974)*

The development of Ethiopian academic institutions between 1950 and the 1974 revolution was based on the recruitment of foreign scholars. While developing new knowledge in various fields, these scholars built collections for study that quickly became the first step in the creation of a university museum, which then divided into two distinct institutions – the first devoted to material culture, the second to zoology. The aim of this paper is to shed light on the evolution of these projects that worked as both tools for disseminating knowledge and research, and to promote a conservation policy dedicated to the environment and culture. The aim is notably to draw attention to the common roots and subsequent ties that formed between practitioners from the humanities and natural sciences on the one hand, and the institutionalization of the concept of heritage in Ethiopia on the other hand.

### Keywords

Ethiopia, conservation, material culture, museums, heritage, natural sciences, university